



Walmart:
un mal qui va, p.3



CROP le chat
sort du sac, p.4



Le sourire niais
de Radio-Canada, p.8

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 10 • n° 05

Février 2007

3,50\$

Les paradoxes de Michel Chartrand

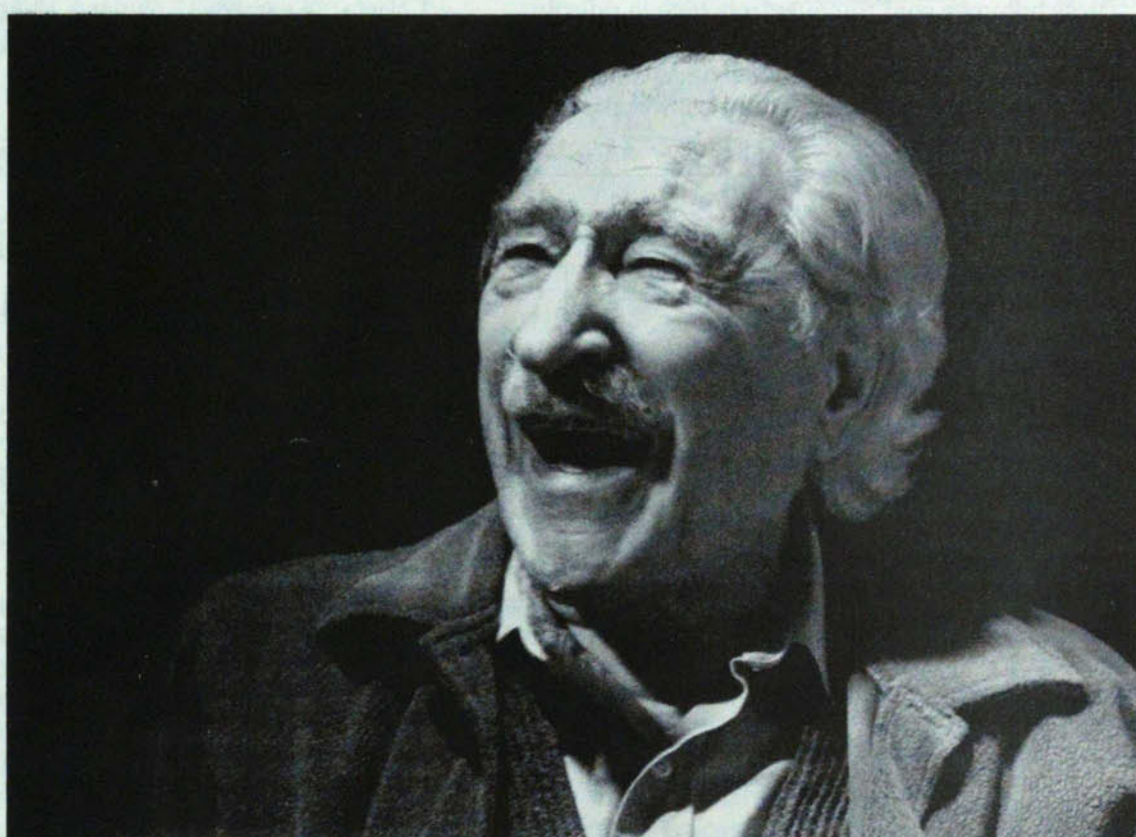
Suite au 90^e anniversaire de naissance de Michel Chartrand en décembre, ses amis se sont réunis le 16 janvier, à la salle du Lion d'Or à Montréal, pour rendre hommage à cet infatigable syndicaliste qui a marqué les six dernières décennies de l'histoire du Québec.

C'est ainsi que les Claude Gauthier, Louise Forestier, Richard Séguin, Richard Desjardins, Loco Locass, Zapartistes, Armand Vaillancourt, Pierre Falardeau, Luc Picard et j'en passe, sont venus témoigner de leur reconnaissance et leur affection à celui qui les a tant inspirés.

Pierre Vadeboncoeur, son compagnon d'armes de longue date, y est allé d'une allocution très personnelle sur son ami, texte qu'il a aimablement offert au Couac et que nous reproduisons ici.

LE PUBLIC CROIT VOLONTIERS QUE Michel Chartrand apparaît tout entier dans ses discours, dans ses condamnations politiques sans appel, dans ses dénonciations furibondes, et que, somme toute, sa personnalité coïncide seulement avec ces traits-là. Contre cette idée simpliste, j'ai voulu tracer en peu de mots un portrait de lui assez différent de cette image stéréotypée, et le lui offrir.

Je connais Michel depuis plus de cinquante ans, qui furent pour nous autant d'années d'amitié, aussi bien que d'accord sur l'essentiel. À mes yeux, un Michel Chartrand réduit aux dimensions de son image publique superficielle n'existe pas. Je connais de lui non pas seule-



Michel Chartrand, lors de la grande fête que ses amis lui ont organisé le 16 janvier dernier. À 90 ans, le bouillant syndicaliste est un peu dur de la feuille mais conserve son allant légendaire.

ment le personnage mais la personne, et celle-ci est riche et complexe. Michel est paradoxal, multiple, et tel sans doute parce que des plus vivants.

Pour bien comprendre cette complexité, il faut déplier une à une ses apparentes contradictions, dont on n'aperçoit généralement qu'un seul côté. Il suffit pour cela de prendre quelques-uns des lieux communs censés le représenter tout entier et de les tourner à l'envers. Voici quelques-uns de ces aspects inattendus, qui complètent son image publique au point de la transformer.

Par exemple, Michel, qui passe avec raison pour un homme des foules, est aussi un méditatif, et cela à première vue peut surprendre.

L'orateur, que tout le monde connaît et qu'on a tendance à voir seulement comme un tribun, tout en paroles, en gestes, en impulsions, est aussi un homme qui aime l'étude, un liseur assidu, et quelqu'un qui s'informe et bâtit sa pensée.

Autre paradoxe. Michel, dont la violence verbale est légendaire, n'a jamais

commis d'acte de violence envers quiconque, ni incité les gens, même dans ses discours les plus emportés, à user de violence. Il est foncièrement pacifique.

On l'imagine toujours sur des tréteaux et en homme d'action fébrile et agressif. Mais le poète? Car c'en est un, sensible à la poésie et à l'art. Michel déborde les catégories dans lesquelles l'opinion a tendance à l'en-

elle exige uniquement l'arrêt de leur arbitraire et de leurs crimes, tout en les fustigeant avec la dernière rigueur.

Il admoneste les puissants, les nantis, les conquérants, certes avant de faire le procès des conquies, des envahis, des faibles, qui se battent à mains nues, il est vrai sans merci.

Il tient la même ligne depuis toujours. De cela le public lui est reconnaissant. Avec lui, on est à coup sûr en présence de quelqu'un qui ne trompe pas.

« Michel est paradoxal, multiple, et tel sans doute parce que des plus vivants. »

fermer. Poète donc, en particulier dans l'action mais pas seulement, il s'inspire autant de son humanité que du politique.

Autre point à relever. Sa pensée, dans laquelle ses adversaires, nos adversaires, voyaient volontiers du marxisme, est à mon avis essentiellement chrétienne, et elle remonte à cette tradition-là, si proche de nous dans notre jeunesse.

Quand il s'oppose avec virulence aux impérialistes, aux fauteurs de guerre, sa pensée, qui ne veut que la justice sociale et politique, n'appelle pas le châtement sur eux, mais

j'ai constamment attribué ses excès de langage au souci qu'il a des vérités trahies et à l'extrême difficulté qu'il y a de les garder contre la corruption.

Eh bien voilà, Michel, un peu de ce que chacun ici est venu te dire. Cette soirée, intime et personnelle en quelque sorte, nous permet de te manifester, pour une fois, ce que dans le courant de la vie on n'arrive pas à introduire dans la conversation...

C'est ta soirée. Prends-la comme un hommage de notre amitié à tous.

PIERRE VADEBONCOEUR

Mort de Pinochet

Après une longue grève de 90 ans de la voirie chilienne, le ramassage des ordures a finalement repris au Chili.

Ils sont partout

La GRC vient de déposer un rapport secret révélant qu'un nombre considérable de comptables utilisent quotidiennement les chiffres arabes.

Des certificats de sécurité s'apprêteraient à être émis contre ces dangereux terroristes.



MARCHÉ MONDIAL



MONTAGE: WWW.DANDELION.QC.CA

Un éditorial!

Amies lectrices, amis lecteurs,

Ce n'est pas tous les jours que l'équipe du Couac s'adresse directement à vous dans un éditorial. Le prêchi-prêcha sentencieux des éditoriaux, très peu pour nous. Et puis à part être à gauche, donc être du côté des gens plutôt que de l'argent, on n'a pas de ligne éditoriale arrêtée. Ça beau énerver bien du monde, nous on pense que c'est cette mosaïque de tendances qu'est le Couac qui est notre meilleure déclaration de principe: une espèce de microcosme de ce que devrait être notre démocratie.

Alors pourquoi « un éditorial » pour commencer 2007? Parce que le Couac est né en 1997, que ça fait donc dix ans qu'il existe et que nous voudrions bien que ça continue. Mais on n'y arrivera pas sans vous. Pas cette fois. Pas cette année. Parce que si produire mensuellement un journal indépendant à la grandeur du Québec a pu se faire, sans subvention aucune (l'État veut-il qu'on existe?) et pratiquement sans publicité (on n'a pas les moyens de payer quelqu'un pour s'en occuper), par une petite équipe de bénévoles depuis dix ans, c'est qu'il y a eu pas mal de « petits miracles » qui se sont produits. Sauf que les miracles, en bons sceptiques que nous sommes, nous savons ce qu'il y a derrière: du travail, des dons et des sacrifices de plusieurs d'entre nous...

Et aujourd'hui, après dix ans, c'est un peu notre « coming out » que l'on fait auprès de vous. Vous qui nous dites par vos courriels et vos lettres à quel point vous vous sentez moins seuls à lutter contre la bêtise ambiante en nous lisant. D'ailleurs, à ceux qui disent que l'on ne prêché qu'à des convertis, nous répliquons que dans un monde où l'on est littéralement mitraillés de publicités nous assurant que la félicité du genre humain se trouve dans la consommation, dans un monde où nos « grands médiocres » font tout pour nous présenter l'information de manière à ce qu'on ne fasse pas les liens qui s'imposent, dans un monde où c'est l'avenir même de notre vaisseau spatial, la Terre, qui n'est plus assuré, eh bien, raviver la flamme des esprits qui ont réussi à s'extirper eux-mêmes de ce merdier c'est, pense-t-on, déjà beaucoup!

En ce sens, nous ne voulons pas nous mettre à agiter le spectre de Recto-Verso (voir le Couac de février 2006) et vous repasser l'habituelle cassette de l'appel à l'aide des médias indépendants. Non. Nous voulons faire quelque chose d'à la fois semblable, mais de très différent dans son esprit. Nous voulons vous inclure dans le coup, pas comme des donateurs, mais comme des collaborateurs. C'est ça, nous voulons faire de vous des associés, comme chez Wal-Mart!

Sérieusement, voici ce que l'on vous propose. Si ce journal, les idées qu'il véhicule, le ton qu'il emploie pour le faire, la façon de le produire et la philosophie qui est derrière vous tiennent à cœur, si vous vous dites que ce serait bien triste qu'il arrête cette année (parce que c'est bien de cela qu'il est question ici), alors nous vous demandons D'AMENER UNE AUTRE PERSONNE À S'ABONNER AU COUAC! Juste ça. Convaincre un ami, un parent, un collègue de travail, une association étudiante, un syndicat, une connaissance, voire un inconnu dans la rue, de s'abonner au Couac. Une personne, une seule. Une par abonné.

Pourquoi cela nous permettrait de continuer? Faut pas avoir fait de doctorat en mathématiques pour voir que si tous nos abonnés le font, on va doubler le nombre de nos abonnés. Et passer d'environ 600 abonnés (ce qui est déjà respectable pour une publication comme la nôtre au Québec) à 1200 abonnés ferait toute la différence pour nous. Cela nous permettrait d'abord de payer nos dettes et, probablement, de ne plus nous retrouver dans le rouge à chaque année et d'organiser en catastrophe un party-bénéfice pour survivre encore un peu. Rassurez-vous, on organiserait encore des partys-bénéfice, mais ce serait alors (rêvons un peu) pour payer un ou deux permanents au journal, avoir un petit local, ou rétribuer, même symboliquement, celles et ceux qui écrivent dans notre canard.

Bref, ça nous sortirait de l'état dans lequel on se trouve depuis le début de l'aventure du Couac.

Un nouvel abonné. Un seul...

Le mois prochain, on vous parlera des difficultés reliées à notre autre mode de diffusion: la distribution en kiosque. Et là encore, on aura une mini-mission pour vous. Vous direz qu'on ne vous lâche pas. On répondra: l'énergie du désespoir, ça vous dit quelque chose?

L'ÉQUIPE DU COUAC



La Cour suprême a tout son temps : pas les prisonniers

ALORS QUE MOHAMMAD MAHJOUR, HASSAN ALMREI, MAHMOURD JABALLAH ont entrepris une grève de la faim à la prison de Milhaven en Ontario, on attend toujours le verdict de la Cour suprême du Canada suite aux audiences de juin dernier en vue de juger de la constitutionnalité des certificats de sécurité.

À cette époque, on avait parlé dans les médias d'une décision qui devait être rendue cet automne. Comme le temps se faisait long, *Le Couac* a appelé le bureau de la cour suprême. On nous a répondu que, si généralement les décisions de la cour suprême prennent au plus 6 mois, le sujet qui nous occupe ici est des plus complexes et peut donc demander plus de temps. À partir de là, tout est possible, nous a-t-on précisé. Le nombre de mois supplémentaires qui sont nécessaires pour rendre la décision est laissé à la discrétion des juges.

Pour Mahjour, Almrei et Jaballah toutefois, le temps presse tout autrement. Les trois détenus sous certificat de sécurité sont en effet en grève de la faim depuis maintenant 51 jours pour le premier d'entre eux et 40 jours pour les deux autres. Vous vous souvenez certainement que ce n'est pas la première fois que les détenus décident de se priver de nourriture afin

d'obtenir des services que n'importe qui jugerait essentiels (prescription de lunettes, chauffage en hiver et j'en passe). Cette fois-ci ces hommes, qui sont détenus sans aucune accusation depuis plus de 5 ans, demandent d'être accompagnés par un surveillant lorsqu'ils doivent quitter leur cellule pour aller dans une autre aile de la prison afin d'y recevoir des soins médicaux. Pourquoi une telle demande? Pour éviter de subir de l'intimidation de la part des gardiens qui les mènent à l'autre bâtiment. À défaut de surveillant, les prisonniers demandent de pouvoir recevoir les soins dans leur propre édifice.

Comme il a toujours fait face à leurs demandes, le gouvernement refuse. Par conséquent, des soins qui sont vitaux, comme des injections contre l'hépatite C, ne sont plus donnés depuis septembre 2006.

Les prisonniers demandent également que cesse le comptage que leur fait subir l'autorité carcérale. Difficile de ne pas admettre que vérifier à tout moment que les trois hommes sont toujours trois frise le ridicule...

Ce ne sont là que des exemples de la constante intimidation et de la ségrégation dont sont victimes ces trois

détenus. Ne pouvant pas parler aux médias en privé, ils ont récemment réussi à adresser à la population canadienne une lettre ouverte que vous pouvez lire à l'adresse suivante: http://www.latribuerverbe.com/archives/2007/01/lettre_ouverte_des_grevistes_d_1.html#008974. Vous pouvez répondre à cette lettre en manifestant votre soutien à ces hommes détenus arbitrairement de différentes façons:

- envoyez une lettre à Stockwell Day (day.s@parl.gc.ca), ministre de la sécurité civile ou téléphonez-lui. Son numéro de téléphone est le (613) 995-1702 et le numéro de fax, (613) 995-1154. Vous pouvez alors lui demander qu'on donne tout simplement aux prisonniers de Mihaven les mêmes droits qu'aux autres prisonniers fédéraux.

- téléphonez à la nouvelle ministre de l'immigration, Diane Finley, au (866) 496-3400.

- participez à la manifestation *Fermez « Guantanamo du Nord »!* le samedi 17 février à 13 heures au Square Berri (parc Émilie-Gamelin, métro Berri).

ISABELLE BAEZ

Un heureux gagnant

« Montréal a enregistré, samedi soir, son premier homicide de l'année 2007, vers 19h30. Un homme d'une vingtaine d'années est décédé des suites de ses blessures à l'hôpital. » (PC, 7/01/07)

Après le premier bébé de l'année, à quand la photo du premier tué de l'année, entouré des heureux parents?



Languirand languissant

Si l'on se fie aux propos de Languirand à la radio de Radio-Canada le 13 janvier, le général de Gaulle ne croyait pas vraiment ce qu'il disait, en juillet 1967, lorsque, du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, il a lancé « Vive le Québec libre! ».

La lumière éclatante de sa foi fédéraliste l'aveuglerait-il au point de lui faire dénaturer ainsi une déclaration historique?

Pinochet est mort...

...Castro est toujours vivant: une preuve de plus que le système de santé à Cuba est l'un des meilleurs des Amériques.

COURRIER DES LECTEURS

Jamais deux nationalités sans trois

Le Canada est vraiment une nation unique dans son genre. Après avoir fait passer une résolution reconnaissant que les Québécois (ne pas confondre avec les *Quebecers*) font partie d'une nation dans un Canada uni (Nouvelle définition des Nations Unies), attribuant à chaque Québécois une deuxième nationalité. Ne voilà-t-il pas que l'on découvre que le nouveau chef du parti libéral avait déjà lui la double nationalité. Mais surprise ce n'était pas celle que l'on croyait. Stéphane Dion est un Canadien-Français car il a la double nationalité canadienne et française. Il est donc Québécois par son père, Français par sa mère et Canadien par lui-même. Un triumpvirat, une troïka à lui tout seul. La triple nationalité!

Que faire? Car Stéphane Dion clame depuis longtemps qu'il veut être Canadien et uniquement Canadien. C'est simple. La première étape, renier la nationalité que lui a donné sa mère, cela se fait et cela s'appelle « rompre ses liens d'allégeance avec la France ». Reste deux

nationalités, la québécoise et la canadienne. Renier aussi la « nationalité » de son père, Léon Dion, cela ne se fait plus sur déclaration unilatérale depuis que Harper a décrété que les Québécois formaient une Nation. Alors seule solution: que Stéphane Dion devienne premier ministre et qu'il fasse passer une résolution décrétant que les Québécois ne forment plus une Nation. Nous aurons alors un Premier ministre qui sera vraiment Canadien et uniquement Canadien.

Thomas Déri
Saint-Lambert, Québec

Demande d'excuses

Au nom de l'honnêteté, de la décence et de la rigueur, je me vois obligé de protester contre l'injuste qualificatif de « putain de la rue St-Jacques » que vous employez pour désigner *La Presse*.

En effet, qu'on les voie comme des « travailleuse du sexe » ou comme des « victimes », les putains sont des femmes qui triment dur, ne vous trompent pas sur la marchandise (leur honnêteté est proverbiale) et subissent, en tout cas, bien plus de

mal qu'elles n'en font. Elles n'ont rien fait pour mériter d'être assimilées à l'épais torchon publié par Power Corporation.

André Pelchat

Cher monsieur,

Vous avez entièrement raison et c'est avec un regret sincère que nous publions toutes nos excuses aux péripatéticiens. Avec le recul, elles ne méritaient vraiment pas d'être associées avec cette ignoble institution...

LE COUAC

La vraie question qui tue

Si Dieu est bon et nous aime...

Pourquoi a-t-il permis que L'Institut économique de Montréal existe?

Mathieu Duchesne,
un lecteur récemment athée

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

Une conductrice licenciée pour un doigt à Bush

(www.liberation.fr, 3 /11/2006)

LA CONDUCTRICE D'UN BUS SCOLAIRE a été licenciée pour avoir adressé un doigt au président des États-Unis, George W. Bush, et a déposé un recours pour être réintégrée, rapporte jeudi un quotidien local de l'Etat de Washington (nord-ouest).

Cette femme de 43 ans conduisait son bus en juin lorsqu'elle a croisé le convoi de voitures de M. Bush, en visite dans la région. L'employée a été licenciée début septembre après que l'élu local républicain, Dave Reichert, eut rapporté l'incident à son employeur, le district sco-

laire de la ville d'Issaquah, dans la banlieue est de Seattle. Elle a depuis entamé une procédure pour retrouver son emploi, selon le *King County Journal*.

La responsable de cette administration a affirmé pour sa part dans un communiqué que « cet incident est lié à la responsabilité d'une employée qui surveille des écoliers et doit agir de manière exemplaire ».

« Agir de manière exemplaire »... C'est pourtant ce qu'elle a fait, non?

LE COUAC

► PLOGUES

Les Vulgaires Machins au Métropolis

Le groupe Vulgaires Machins et son « punk-rock-mélodique-engagé » (euh, c'est bien ça les amis?) sera au Métropolis de Montréal le 24 février prochain pour une supplémenteaire du spectacle de leur excellent dernier album *Compter les corps*.



A-HEIDI HOLLINGER, 2006

Les Vulgaires sont des complices de longue date du *Couac* puisqu'ils distribuent fréquemment notre canard à la sortie de leurs spectacles. C'est donc la moindre des choses que de signaler cette soirée qui risque d'être plutôt intense. Pour vous en convaincre, allez sur leur site écouter le vidéoclip de la pièce *Compter les corps* (www.vulgairesmachins.org/_multimedias/documents/videos/compterlescrops.mov) « Je pensais que les mensonges faisaient mal, mais la vérité est encore pire... » Quand le mot lucidité reprend le véritable sens qu'on lui a récemment usurpé...

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : **Le Couac**.



- Abonnement d'un an : 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au *Couac*?
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

« Vice-président à l'information et éditeur adjoint »: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Mariejo Béliveau, Pierre de Bellefeuille, Claude G. Charron, Clôde de Guise, Eric Martin, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Chantal Santerre, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Charb, Dandelion, Luc Giard, Serge Ferrand, Serge Mercier, Neves, Marco Silvestro, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqués-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Les petites madames et les champignons

IL Y A QUELQUE 35 ANS, une centaine de travailleurs de Waterloo vivaient une dure grève à la compagnie Slack's, une fabrique de champignons. Les salaires, bien sûr, étaient bas. Mais les conditions de travail étaient pires encore.

minées par un ordinateur mis au point par la compagnie Kronos Inc. Finies les heures de travail, une vingtaine en moyenne, fixées à l'avance. Fini aussi le chèque de paie dont on connaissait le niveau et à partir duquel un budget pouvait être établi. Dorénavant, c'est sur appel que vien-

C'est que les champignons sont des bibites plutôt capricieuses. Chez Slack's, on les faisait pousser dans du fumier de cheval en provenance des pistes de course de Montréal, la Richelieu et Blue Bonnets. Les mains dans le fumier et dans la noirceur, les champignons étaient cueillis tant dans la chaleur torride de l'été que dans les froids glaciaux de l'hiver. Tous avaient les doigts déformés par toutes ces années à gratter dans le fumier.

Les travailleurs devaient revêtir une espèce de combinaison. Été comme hiver. Sauf que l'hiver, quand ces combinaisons avaient passé quelques heures dans un froid humide, elles devenaient raides comme des barres à clous. On imagine la difficulté de les enfiler de même que l'inconfort de porter quelque chose ressemblant à une camisole de glace.

Pour s'éclairer dans cette noirceur, on affublait les cueilleurs de casques de mineurs munis d'une petite ampoule qui fournissait une lueur blafarde. Casques, en passant, qui ne faisaient plus l'affaire des compagnies minières qui les refilaient à Slack's à vil prix.

Au plafond, un système de gicleurs s'agitait à heures fixes pour asperger de vapeurs de formaldéhyde les couches de champignons, histoire d'empêcher d'autres micro-organismes de leur faire concurrence. Que les travailleurs soient ou non à l'intérieur. Vous avez déjà sniffé du formaldéhyde? Moi si. Un ouvrier avait soulevé le couvercle d'un baril qui en contenait pour me le faire sentir. Quasiment tombé à la renverse!

Mais comme je le disais, les champignons sont des bibites capricieuses. Qui sortent tout d'un coup. De là l'expression: pousser comme des champignons. Et quand les champignons sont prêts, leur cueillette ne doit souffrir aucun retard. Et les travailleurs de rappliquer, quelle que soit l'heure. C'est ainsi qu'à quatre heures du matin, dans un entrepôt presque congelé, à la noirceur, coincés dans des combinaisons humides et glacées, à deux mains dans le fumier, respirant le formol à pleins poumons, des ouvriers de Waterloo devaient se plier aux caprices des champignons.

Avant la lettre, le *Just in time* était inventé.

Wal-Mart l'a su.

Le Wall Street Journal nous l'a appris dans sa livraison du 6 janvier. Dorénavant, les 1,3 millions d'employés de la plus importante entreprise au monde verront leurs heures de travail déter-

dront travailler les employés, en fonction de l'achalandage. Des employés traités au même titre que les marchandises en inventaire. La petite madame de Wal-Mart devra être près de son téléphone pour savoir à quel moment l'ordinateur constatera que les caisses fonctionnent à plein et que ses services sont requis, dans l'heure et pour une heure. Comme pour les champignons. «Il nous faut toute la flexibilité nécessaire pour avoir des employés seulement quand il y a une demande qui le justifie», a expliqué le porte-parole de Wal-Mart.

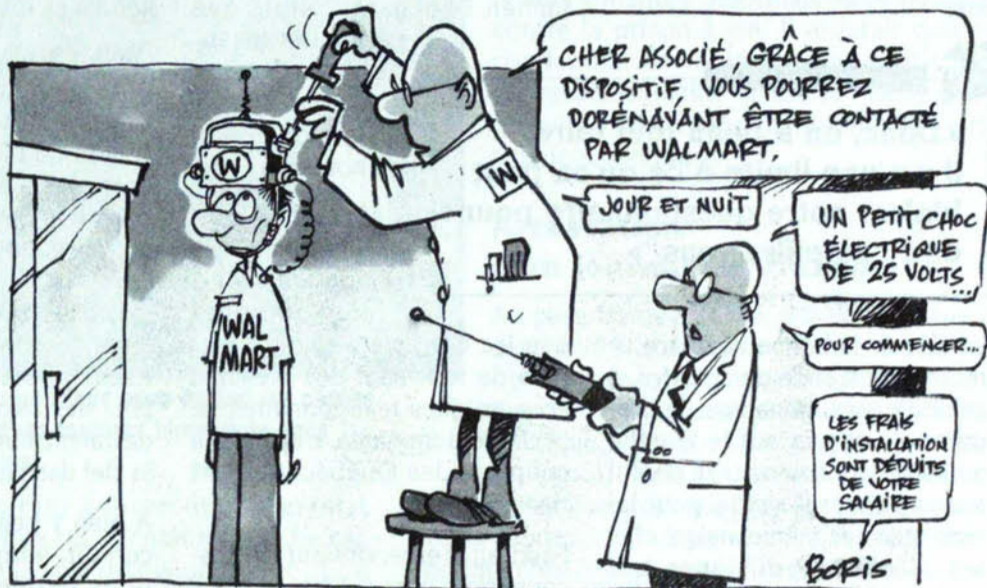
«Shake up many employees' lives», dit l'article. On s'en doute bien. Un exemple parmi des dizaines. Comment réserver les services d'une gardienne si on ne sait pas quand et si on sera appelé? Cette méthode permettra aussi à Wal-Mart d'éviter de se mettre dans l'illégalité en forçant ses employés à faire des heures supplémentaires souvent impayées. Huit à douze heures par mois, selon les estimations. En décembre 2005, la cour californienne condamnait Wal-Mart à payer 172 millions \$ à 116 000 travailleurs à l'heure à qui avait été refusé du temps pour manger.

Serge Halimi, du Monde diplomatique, a bien cerné le problème: «Wal-Mart n'est au fond que le symptôme d'un mal qui va. Chaque fois que le droit syndical est attaqué, que les protections des salariés sont rognées, qu'un accord de libre-échange accroît l'insécurité sociale, que les politiques publiques deviennent l'ombre portée des choix des multinationales, que l'individualisme du consommateur supplante la solidarité des producteurs, alors, chaque fois, Wal-Mart avance...»

MICHEL RIOUX

«...L'HOMME N'EST PAS UNE MARCHANDISE COMME LES AUTRES»

— Nicolas SARKOZY, candidat à la présidence de la France, Saint Etienne, novembre 2006.



L'accommodement raisonnable: de la guimauve empoisonnée

EN RECOMMANDANT L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, la Cour suprême du Canada n'a pas fait la trouvaille du siècle. Ces jolis mots onctueux, à première vue sympathiques, sont un poison qui mine nos institutions et corrompt notre identité.

Dura lex sed lex, dit la locution latine. Même si la loi est dure, on y est soumis. Plusieurs lois s'inscrivent dans la laïcisation de la société québécoise, qui constitue un aspect important de la démocratisation provoquée par la Révolution tranquille. Ces lois sont grugées par des «accommodements raisonnables» en faveur de diverses religions ou comme concessions à des préjugés.

Qui décide que ces accommodements sont raisonnables? Les avis en la matière sont subjectifs. La faveur de l'un est l'opposition de l'autre. Les lois sont là pour nous guider et non pas pour ouvrir toutes les portes en même temps. Apparemment, certains Néo-Québécois sont mal à l'aise de voir certaines parties du corps mises à nu. La solution dépend d'eux. Elle ne consiste pas à givrer les fenêtres des gymnases, comme l'a fait un YMCA de Montréal.

L'immigration suppose l'intégration. Ce qui est raisonnable, c'est l'équilibre chez le nouveau venu et ses descendants entre, d'une part, l'acceptation de la culture, des moeurs et des coutumes du pays hôte et, d'autre part, l'apport de sa propre culture qui n'est pas conflictuel.

Quels sont les apports conflictuels? Deux exemples. D'abord, l'étonnante obligation pour un écolier de se munir d'un poignard (appelé «kirpan») lorsqu'il va à l'école. Quelle que soit la base de cette obligation et quelle que soit l'enveloppe de la dangereuse lame, cette pratique est au Québec totalement inacceptable. En deuxième lieu, le refus de certaines recrues de la Gendarmerie royale de porter le couvre-chef réglementaire pour le remplacer par le turban. Certains emplois exigent le port d'un uniforme. Il n'est pas «raisonnable» de s'en soustraire.

Peut-on soupçonner la Cour suprême d'affaiblir délibérément les lois et coutumes québécoises ou même canadiennes?

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Culpabilité

Dans son article du 20/12 paru dans *Le Devoir*, la protégée de PKP, Nathalie Elgrably, critique sévèrement la rigidité du salaire minimum au Québec qui, selon elle, «freine la création d'emploi et crée du chômage». Selon cette membre de l'Institut Économique de Montréal, «lorsque le gouvernement introduit des mesures visant à protéger les travailleurs, il diminue la souplesse du marché du travail».

Après avoir lu l'article, Lloyd Blankfein, le PDG de Goldman Sachs qui devrait recevoir prochainement une prime d'environ 80 millions de dollars, s'est senti mal le temps d'un instant en réalisant qu'à lui seul, il devait générer beaucoup de chômage.



Nécrologie

Le Canada a mis les drapeaux en berne après la disparition de Ford. Ou'est-ce que ce sera quand General Motors va faire faillite...

Il y en a qui vont «REER» plus que d'autres.

VOUS CONNAISSEZ LES REER et vous avez entendu parler de la réduction d'impôt à payer que cela peut entraîner. Mais aviez-vous déjà constaté que plus vos revenus sont élevés et plus on vous aide à contribuer à votre REER. Incroyable, mais pourtant vrai. Et il n'y a pas de quoi «REER». Mais comment est-ce possible?

Tout simplement parce que les impôts sur le revenu sont progressifs, ce qui est positif en soi car plus grande est votre capacité de payer, plus votre taux d'imposition est élevé. C'est cela qu'on appelle la progressivité de l'impôt.

La taxe à la consommation, quant à elle, est dite régressive parce que tout consommateur, indépendamment de son revenu, paie le même taux de TPS et de TVQ. La pression de la taxe à la consommation sur les revenus des personnes à faible revenu est donc ici plus grande que sur les personnes les mieux nanties: cette taxe est donc régressive.

Quel est le lien de tout cela avec les REER???

Les contributions à un REER que vous faites dans une année viennent diminuer d'autant votre revenu imposable. Si votre revenu imposable est tel que vous ne payez pas ou peu d'impôt sur le revenu, votre contri-

bution à un REER ne vous fera économiser que peu ou pas du tout d'impôt.

Prenons un exemple: une personne dont le revenu imposable est de 28 000\$ pour 2006 et qui aura réussi à épargner 1 000\$ afin de cotiser à un REER, récupérera 312,50\$ parce que son revenu se situe au minimum des paliers d'imposition dont le taux combiné est de 31,25%. Son REER de 1000\$ lui coûtera donc 687,50\$.

Par contre, si votre revenu est plus élevé, cotiser à un REER est beaucoup plus intéressant.

Prenons l'exemple d'une personne dont le revenu imposable est supérieur à 118 205\$ pour 2006, ce qui la situe aux derniers paliers d'imposition des deux gouvernements et donne un taux d'imposition combiné de

53%. Pour chaque 1 000\$ qu'elle verse dans un REER, elle récupérera 530\$ donc son REER de 1 000\$ ne lui coûte que 470\$!

Les gouvernements, en permettant que les contribuables puissent payer moins d'impôts, renoncent à

une partie de leurs revenus et cela encore plus pour les personnes ayant des revenus élevés.

Si nous avons un système plus juste et plus équitable, il y aurait moyen d'aider tout le monde, mais d'aider plus ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les personnes à plus faible revenu et ayant de moins bonnes conditions de travail.

Pour ce faire, il suffirait que les contributions au REER ne permettent plus une diminution du revenu imposable, mais que ce soit, comme pour les frais de gardes au niveau provincial, un crédit d'impôt remboursable¹; il faudrait aussi qu'il y ait un taux de remboursement minimal pour tous, mais que pour les personnes les plus démunies, ce soit le taux maximal qui s'applique. Cette mesure serait plus progressive.

Il est bien certain qu'une telle mesure ne permettra pas de changer le monde: mais, en attendant, cela pourrait permettre d'accroître l'équité de notre système fiscal.

CHANTAL SANTERRE

¹ Un crédit d'impôt remboursable vous permet d'avoir un remboursement d'impôt même lorsque vous n'avez pas d'impôt à payer ou que vous n'avez pas payé d'impôt dans l'année.



Un ami qui vous veut du bien Le président de CROP vous fera ravalier votre social-démocratie

LE 10 JANVIER DERNIER, le président de la firme de sondage CROP, Alain Giguère, s'est trouvé très troublé après qu'un nouveau sondage ait révélé que les Québécois ne veulent rien, mais rien savoir des réformes antisociales de Lucien Bouchard et cie, et ceci malgré les efforts de CROP pour biaiser au maximum les questions de ce sondage en faveur des réformes « lucides ».

Ce sondage révélait entre autres que les les 15-24 ans sont portés à vouloir « augmenter les impôts », une hérésie si l'on en croit les dogmes néolibéraux. Oh, attention! Giguère avait bien tenté de prévenir le coup et de contrer les errances du sens commun en biaisant toutes les questions « du bon bord »...

Hélas, cela n'a pas empêché les jeunes Québécois de persister dans leur aveuglement social-démocratique: « ceux qui nous disent qu'il faut améliorer les programmes sociaux, ce sont les jeunes. Donc, on a beau tout

faire, il y a une limite à ce qu'on peut biaiser notre questionnaire pour dire "réveillez-vous", a-t-il soupiré en conférence de presse. « Pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font! », aurait-il pu ajouter...

« On veut votre bien... et on va l'avoir! »

Ce sondage n'est ainsi interprété par Giguère que comme la mesure de la dureté des consciences individuelles dont il s'agit de briser la volonté. C'est pourquoi le sondeur-prêcheur a invité les « lucides » à redoubler d'efforts dans leur propagande: « On vit en démocratie, donc il faut vendre ces réformes à la population, mais il n'y a pas d'acheteur [...] il y a certainement un blocage [chez les Québécois] [...] Changer ça, ça va prendre beaucoup d'efforts politiques », a expliqué le président de CROP.

L'existence de la démocratie représente ici un désagrément, puisqu'il oblige les prêtres de l'économie, en lien direct avec

la volonté divine du marché, à obtenir le consentement populaire pour procéder à la mise en charpie des programmes sociaux.



« Donc, on a beau tout faire, il y a une limite à ce qu'on peut biaiser notre questionnaire pour dire "réveillez-vous" »

Le rôle de la bonne populace se réduit, dans cette perspective, à celui de consommatrice de produits électoraux sur le marché politique, consommatrice dont il faudra baisser la garde, pour lui faire accepter, même malgré elle, les réformes politiques qui assureront son bien.

Ce n'est pas d'hier que l'on peste contre la connerie des sondages et des sondeurs-toujours prêts à livrer quelque interprétation tortueuse et empliée de veulerie lorsqu'il s'agit d'expliquer ce que « pensent » les Québécois, ce

qu'ils veulent et ce qu'ils espèrent. En effet, souvenons-nous de ce savoureux sondage qui disait: « Les Québécois veulent Lucien Bouchard », alors que

celui-ci avait annoncé qu'il n'avait aucunement l'intention de revenir en politique.

Comble de connerie, lorsque les sondages semblent indiquer que les citoyens veulent à peu près de tout sauf des mesures économiques réactionnaires de la classe dominante, c'est tout à coup que les Québécois n'ont rien compris.

Faudrait s'entendre sur un discours clair, chez CROP: ou alors les sondages ne permettent pas de savoir ce que « veulent » les Québécois et on arrête de les présenter comme un oracle, ou alors ils disent vrai même quand les résultats sont gauchisants, et on accepte que les Québécois ne soient pas aussi colonisés de

l'esprit qu'on voudrait bien le croire lorsqu'ils s'opposent à la libéralisation économique. Sur cette question, M. Giguère devra sonder sa conscience.

Quand à nous, au Couac, nous tirons une toute autre conclusion: des amis qui disent nous vouloir du bien, toujours prêts à donner un coup de main pour nous rentrer le réel économique dans la gorge, eh bien, on saurait très bien s'en passer. Et les maisons de sondage qui biaisent leurs questions pour « conscientiser » le bon peuple des bienfaits des réformes ultralibérales devraient être forcées de mettre la clef dans la porte.

À bien y penser, histoire d'être certain, fermons les toutes, ça nous permettra peut-être de penser à nouveau en dehors des « tendances » observables auxquelles il faudrait se soumettre. Sur une telle proposition, aucune marge d'erreur possible...

ERIC MARTIN

Fini les manifestants amateurs!

Vous vous souvenez de ce cher commandant André Durocher de la police de Montréal? Celui-là même qui justifiait les arrestations de masse de sa police lors de sa police en disant qu'ils n'arrêtaient que des « jeunes marginaux » et autres « militants professionnels ». Où est André, qu'est-il devenu? Parions qu'il est rendu en Allemagne! Pourquoi? Tout simplement parce qu'il y a maintenant là-bas d'authentiques manifestants professionnels salariés! Surréaliste mais vrai (voir au www.cyberpresse.ca/article/20070116/CPACTUEL/70116020/5406/CPINSON-LITE), plus de 300 militants se louent à l'heure où à la journée pour aller scander les slogans que vous leur aurez préparés... L'histoire ne dit cependant pas s'ils sont syndiqués, et encore moins ce qu'ils font s'ils déclenchent une grève. Une manif, mais en « militant bénévole »?



Ç'aurait dû casser la baraque



COMMENT SE FAIT-IL que nos confrères du journal *Le Québécois* ne font pas plus fureur avec *La nation à l'épreuve de l'immigration*, de Guillaume Rousseau¹ alors que la question des accommodations raisonnables est sur toutes les lèvres?

Tout essai peut de nos jours difficilement arriver à la cheville des records de vente enregistrés par l'autobiographie de Dominique Michel. Il est vrai que madame Tsé j'veux dire est passée à *Tout le monde en parle*. Tout probablement que Guy A. Lepage pense que la question de l'intégration des Néo-Québécois est de moindre importance que ce que le doc Mailloux peut penser des gens de couleur. Il faut ajouter que les gars du *Québécois* n'ont pas la cote à Radio-Can, surtout depuis leur harcèlement du mari de la vice-reine.

Si Rousseau a assez bien situé le contexte de chaque époque en décrivant comment la France a évolué vers la laïcisation de ses institutions et la modification de son droit des langues, cette mise en contexte est beaucoup plus timide quand elle atterrit au Canada. Si Rousseau démontre bien que la défaite des Patriotes devint la principale cause d'une longue hibernation de la société québécoise, il est beaucoup plus timide à expliquer d'autres pans de notre histoire commune avec les Anglais. Il rate l'occasion de démonter comment l'insécurité culturelle de nos « aimables voisins » les pousse à une bête intolérance envers ceux qui n'étaient pas *british* comme eux.

Ce n'est point faux d'écrire que le compromis Laurier-Greenway de 1896 a été causé parce que depuis quelques années, les Anglo-Manitobains étaient devenus majoritaires. Mais ne fallait-il pas ajouter que,

pour se faire apprécier dans l'Ouest, Laurier a cédé aux exigences des orangistes voulant confiner la plèbe québécoise dans sa réserve. Rousseau ne dit mot sur un fait majeur: le Manitoba n'avait pas à perdre son statut de province bilingue qu'il avait reçu par acte constitutionnel en 1870. Pas un mot de l'orangiste D'Alton McCarthy, un acteur de premier ordre dans le drame manitobain. Partant de ces faits, il devient plus aisé de comprendre comment et pourquoi le Canada a inventé le multiculturalisme près d'un siècle plus tard.

Rousseau se rachète en dénonçant les effets pervers de la clause Canada inscrite dans la Constitution de quatre-vingt-deux. Il écrit: « ... le pourcentage d'élèves québécois, toutes langues confondues, qui fréquentaient les écoles anglaises est passé de 15,7% à 9,7% de 1972 à 1995. Cependant, cette année-là la tendance s'est inversée, puisque depuis c'est l'école anglaise qui gagne du terrain au point où en 2002, elle était fréquentée par 10,7% des élèves québécois. » (page 76) Mais pourquoi ne pas attirer davantage l'attention du lecteur sur ces statistiques? En les plaçant dans un encadré par exemple.

Et pourquoi pas un second encadré sur la faillite de l'intégration au collégial? Page 95: « Entre 1987 et 2003, la proportion d'allophones qui ont choisi le cégep anglais est passée de 17,5% à 42% chez ceux qui ont fréquenté l'école française, et de 94,2% à 99,5% chez ceux qui ont fréquenté l'école anglaise. Dernier encadré sur ces bombes à retardement nommées « écoles privées ». Page 106: « En 1997-1998, alors que les enfants des Néo-Québécois ne forment que 8,3% des effectifs scolaires, ils représentent 17,2% de la clientèle d'écoles privées dont la plupart sont confessionnelles et ethniques. » Des enfants qui, très majoritairement par la suite, fréquenteront les cégeps anglais!

On est surpris qu'un auteur publié par des nationalistes ne mette pas l'indépendance comme premier remède à une situation si potentiellement explosive. Rousseau doit pourtant savoir que la Loi des langues officielles a comme raison d'être au seul Québec « de protéger la

minorité anglaise ». Comme si c'était l'anglais qui était menacé dans la belle province!

Les incessants coups de butoir contre la loi 101 ajouté à l'impression forcément négative que se font de nous les Néo-Québécois (à quoi bon s'intégrer à un peuple qui tient tant à son statut de minoritaire) affaiblissent la thèse de Rousseau voulant qu'en ce qui a trait à l'intégration des immigrants, le Québec se positionne au centre, entre le multiculturalisme canadien et le républicanisme « intolérant » des Français. À quoi bon se taper les bretelles sur notre interculturalisme si, année après année, il ne sert qu'à augmenter le nombre « d'enfants de la loi 101 », bilingues bien sûr, mais plus disposés au seuil de leur vie adulte à tourner le dos à la culture proprement québécoise en augmentant dramatiquement la proportion démographique de la communauté pour qui on a si généreusement (ou par une trop grande faiblesse politique) accordé des « droits historiques ».

Rousseau nous propose l'extension de la loi 101 à la première année du cégep et la fin des subventions aux écoles privées. Il propose également de remplacer l'actuel choix entre catéchèse et cours de morale par un enseignement culturel des religions pour tous. Une réforme qui est en train de se réaliser.

Mais qu'en est-il des deux autres points, ceux où les péquistes de Montréal se sont toujours cassé les dents? En vain, ils ont remis en question les cégeps anglophones au congrès de 2000. Et lors du congrès de 2005, de nombreux ministres se sont présentés au micro et ont réussi à battre une résolution demandant la fin des subventions aux écoles privées. Y a-t-il espoir côté PLQ? Non, si on tient compte de sa clientèle électorale. Il reste donc à sonder les reins et les cœurs de Françoise et d'Amir, puis du petit Mario pour savoir ce que tous les trois pensent de ces importantes questions.

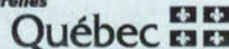
CLAUDE G. CHARRON

1 - Publié en 2005 et préfacé par Bernard Landry

SODEC PARCE QUE NOTRE CULTURE EST UNE FORCE

Appuyer la création, la production et le rayonnement de la culture d'ici dans toute sa diversité.

Société de développement des entreprises culturelles



Aucune marge d'erreur

Après le sondage Léger Marketing indiquant que 59% des Québécois de souche admettent être racistes, et le sondage CROP qui montrait que les Québécois étaient plus solidaires que ce que la maison de sondage avait espéré, un sondage Le Couac-Lux-À Bâbord révèle que 99% des Québécois pensent que les maisons de sondage sont des mercenaires à la solde de ceux qui les paient.

Pays basque : terrorisme de l'ETA et terrorisme d'État Attentat à Madrid et fin du processus de paix

LE 30 DÉCEMBRE 2006, un attentat à l'aéroport international Barajas à Madrid causait la mort de deux Équatoriens et blessait une quinzaine de personnes. Quelques jours plus tard, par la voie d'un communiqué publié dans le journal basque *Gara*, l'ETA revendiquait l'attentat.



Un ancien prisonnier politique pose devant les photos de compagnons basques toujours incarcérés dans les prisons espagnoles.

Des Basques désirent conserver l'anonymat cependant que cet attentat ne signifie pas que l'ETA met fin à la voie du dialogue avec l'État espagnol, ni qu'elle ait choisi de reprendre les armes. Il s'agissait plutôt de dénoncer le manque d'engagement de la part du gouvernement de Madrid dans le processus de paix, ainsi qu'une réponse à la répression policière et judiciaire exercée au pays basque. Malgré tout, au lendemain de cet attentat, le président socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, annonçait la fin du processus de paix entamé avec l'ETA.

Ce processus de paix, le dernier en date, a débuté officiellement en mars 2006, tandis que l'ETA acceptait de déposer les armes et que le gouvernement de Zapatero s'engageait à revoir le cas des prisonniers politiques. Le président espagnol précisait que ces pourparlers de paix ne porteraient pas sur les questions politiques (c'est-à-dire sur l'indépendance de Euskal Herria). En effet, ils porteraient plutôt sur la négociation avec l'ETA de la fin de la violence contre un processus d'amnistie. En Euskal Herria (pays basque en langue euskara), la majorité de la population appuyait ce processus et y voyait un pas positif vers l'autodétermination.

Atteinte à la liberté d'expression

Mais l'engagement de Zapatero n'a pas modifié le climat de répression prévalant en Euskal Herria. Les arrestations arbitraires, les intimidations provenant des forces de l'ordre, les atteintes à la liberté d'expression et la répression envers la population basque n'ont pas cessé pour autant.

Le cas d'Iñaki de Juana est exemplaire. Cet homme, autrefois membre de l'ETA, condamné à une peine de 17 ans de prison devant se terminer en 2003, attendait encore sa libération en 2004 lorsque le Ministre de la justice espagnol dévoile



40,000 personnes réclamaient l'autodétermination d'Euskal Herria le 11 novembre 2006 à Bilbao.

qu'on allait lui trouver « de nouvelles imputations » afin d'éviter qu'il recouvre la liberté.

Pour attirer l'attention sur son cas, de Juana utilisait alors un des seuls moyens à sa disposition : il signe deux lettres publiées dans *Gara*. Résultat : il fait face à de nouvelles accusations et en novembre 2006, l'*Audiencia Nacional* espagnole le condamne à douze ans et sept mois pour « délit de menace ». Le tribunal considère que les articles d'opinion du prisonnier contiennent « des menaces et des signalements d'objectif à ETA »¹. Dans ce jugement, non seulement a-t-on tranché le cas d'Iñaki de Juana, mais aussi, on a redéfini les frontières de la liberté d'expression et d'idéologie au sein de l'État espagnol.

Suite à ce jugement, Iñaki de Juana entame sa seconde grève de la faim (la première, quelques mois plus tôt aura duré 63 jours). Au moment d'écrire ces lignes, il complétait 71 jours sans s'alimenter mais recevait une alimentation forcée, par voie intraveineuse. Lors d'une entrevue en novembre avec le Comité de Solidarité avec le Peuple basque, il affirmait que la grève de la faim constitue désormais sa seule arme contre la prison à vie. Il ajoutait que sa condamnation représente une jurisprudence inimaginable contre la liberté d'expression, particulièrement celle des prisonniers politiques.

Arrestation d'un journaliste français

Au pays basque, le cas d'Iñaki de Juana a contribué à attiser la méfiance envers les bonnes paroles du gouvernement de Zapatero. La population dénonce alors une politique à double face du gouvernement espagnol. Dans les canaux officiels, on prône le dialogue alors que dans les faits on poursuit la répression. À nouveau, cette répression s'est manifestée le 8 janvier dernier lors de l'arrestation et de la torture d'un journaliste français de Radio txalaparta, membre d'une délégation d'observateurs internationaux.

Alors qu'ils se rendent à une manifestation à San Sebastian au pays basque, les membres de la délégation se voient dans l'obligation de quitter leur véhicule lors d'un contrôle routier de la Guardia Civil (police espagnole). C'est à ce moment que des policiers auraient trouvé un exemplaire de *Zutube*, une revue publiée par l'ETA, dans le sac-à-dos de Sébastien Bédouret. Celui-ci est arrêté puis torturé, avant d'être transféré à un centre de détention à Madrid, où il se trouve encore², accusé de « collaboration avec bande armée ». Les compagnons de voyage du journaliste croient que la revue aurait été déposée là par les policiers. Quoi qu'il en soit, la possession de cette revue ne justifie en rien le lien qui a été fait entre Bédouret et l'organisation armée. Il s'agit clairement d'une manipulation politique et de musellement d'une presse libre et indépendante.

Répression politique

Bien avant l'attentat du 30 décembre dernier, le processus de paix était grandement fragilisé par la double attitude des autorités espagnoles et la poursuite des actes de répression au pays basque. Cette criminalisation s'inscrit et trouve sa justification dans une amplification exagérée de la définition de ce qu'est un délit associé au terrorisme. Sur ce point, l'Espagne, comme bien d'autres États, sort des limites du raisonnable.

En Euskal Herria, le climat répressif, qui inclut la torture des prisonniers politiques, a grandement participé à l'insatisfaction des basques envers



Chaque vendredi soir, familles et amis des prisonniers politiques basques manifestent pour dénoncer les conditions de détention de leurs proches.

l'État espagnol et donné des munitions aux branches plus radicales du mouvement nationaliste. Ils demeurent nombreux en Euskal Herria à revendiquer la paix et une solution pacifique au conflit mais ils exigent aussi que le terrorisme d'État cesse au pays basque.

MARIEJO BÉLIVEAU

¹ Les lecteurs pourront trouver facilement sur Internet les articles en question, traduits en français par le Comité de solidarité avec le peuple basque.

² On peut trouver des informations mise à jour sur le blogue : <http://libertepoursebas.blogspot.com/>

USA

Le rapport Baker : une manœuvre ?

LE RAPPORT BAKER SUR LA SITUATION D'IRAK ne serait-il que de la fumée ? On peut n'être qu'un observateur ordinaire et risquer cette analyse. Les critiques dont le rapport est l'objet sont nombreuses. J'en ai lu quelques-unes, entre autres celles de François Brousseau et de Nicolas Martin-Lalande, publiées respectivement dans *Le Devoir* des 18 et 8 décembre, l'une et l'autre sévères. J'ai toutefois l'impression qu'il faut aller un peu plus loin et poser la question : ce rapport est-il une opération ?

En résumé, suivant les médias, il préconise ceci : modifier la « stratégie », faire plus de place à la « diplomatie » ; fortifier l'armée irakienne pour dégager d'autant les forces américaines ; retirer ces dernières au plus tard dans un peu plus d'un an ; enfin englober dans le plan toute la question du Moyen Orient, y compris celle de la Palestine.

Les faits sont clairs. La situation sur le terrain en Irak est un désastre. La position américaine là-bas est compromise. L'opinion publique aux États-Unis fléchit et commence à réclamer sérieusement le rappel des troupes. Mais les pétrolières ne veulent certainement pas lâcher le morceau. Il s'agit donc de continuer d'une manière ou d'une autre de tenir l'Irak. D'où l'intervention de Baker ?

Justement, à point nommé, les démocrates, maintenant majoritaires à la Chambre des représentants, arrivent dans le tableau. Bien qu'ils soient aussi impérialistes que les républicains, cet événement peut donner l'impression d'un profond changement. Il s'agit de jouer habilement cette carte inespérée. Baker fournit la recette.

La situation, aujourd'hui problématique en particulier pour l'opinion publique, pourra être reprise en mains par une relève démocrate, laquelle bénéficiera d'un préjugé favorable comme si elle était la solution. Cela fera l'affaire de tous, le public américain et les intérêts pétroliers tout ensemble, le parti démocrate, bien entendu, voire certains éléments républicains aux yeux de qui les intérêts capitalistes seront nouvellement protégés. La nation aussi se sentira rassurée. D'autre part, des politiciens plus présentables que Bush pourront plus facilement inviter l'Europe à se solidariser davantage.

Mais tout de même, l'incongruité du rapport Baker finit par ressortir à cause de quelques failles béantes, surprenantes mais plus ou moins dissimulées

jusque-là par la rhétorique du document et par sa diffusion tonitruante.

Par exemple, le retrait de l'essentiel des troupes américaines au plus tard vers le début de 2008 paraît être d'une radicale impossibilité. Ni l'armée irakienne, précaire, quelconque, ni le pouvoir politique proprement irakien ne seront en mesure d'assumer la succession, compte tenu du désordre inouï et de la guerre civile larvée qui continueront de sévir dans le pays. Or, les pétrolières ne permettront certes pas qu'on abandonne l'Irak à un gouvernement faible et à une armée d'opérette.

Et puis à quoi rime l'idée de faire plus de place à la « diplomatie », de modifier la « stratégie » ? Idées vagues, tandis que sur le terrain c'est la guerre, l'anarchie, la tragédie continue, la misère populaire, les factions prêtes à tout, la révolte, le pays sens dessus dessous. Diplomatie ? Qu'est-ce qu'on pourra faire avec ça ? Ce mot n'est ici qu'une vue de l'esprit et un propos lénifiant, propre lui aussi à faire avaler l'optimisme du document, optimisme qui va dans le même sens que l'intense marketing dont on a pris la précaution de l'entourer.

Y pense-t-on ? Comment une diplomatie pourrait-elle se glisser au milieu d'une pareille anarchie ? Comment une stratégie revue et corrigée peut-elle même s'imaginer à propos d'une problématique insoluble et qui se généralisait dans l'ensemble de ces contrées ? Baker parle d'étendre l'initiative à tout le Moyen Orient. Une Palestine à la grandeur d'une série de pays, désormais ?

Ces extravagances montrent combien ce rapport présenté comme rationnel paraît au contraire gratuit, illogique, opportuniste, politicien. Une simple manœuvre. Ne s'agit-il pas tout simplement d'arrimer le parti démocrate à l'entreprise compromise par le parti rival discrédité et d'arrêter ainsi le glissement de l'opinion publique, tout en relançant sous des apparences diplomatiques et celles d'un renouveau stratégique fictif une aventure géopolitique jusqu'ici perdue ?

Qu'est-ce que Baker propose, en réalité ? La révolution du même. Un document appelant au changement mais visant en vérité à reconduire le fait accompli et l'obstination qui le fige. Dans une impasse égale, sinon pire.

PIERRE VADEBONCOEUR

N'importe quel quidam... sauf Chavez !



La revue *Times* vient de faire reculer les frontières du ridicule. Dans un premier temps, *Times* lance un sondage demandant qui sera la personnalité de l'année. Mais, comment choisir ? La revue fixe les règles du jeu : « TIME's Person of the Year is the person or persons who most affected the news and our lives, for good or for ill, and embodied what was important about the year. Who do you think fits the bill this year? »

Après avoir recueillis les votes sur leur site web, la réponse du public est claire : c'est Hugo Chavez, le président vénézuélien, qui remporte la palme.

Oh non, se dit le *Times*, c'est pas vrai, pas Chavez ! Ils regardent qui a fini second : Ahmadinejad, le président de l'Iran ! Alors on oublie ça et « The person of the years is... You ! » Et oui grand/e cave, c'est TOI !

Ce qui rend la chose pathétique, c'est que d'un côté on célèbre une chose (« You control the information age ») et de l'autre on la méprise en ne prenant pas compte de ceux qui ont voté dans leur sondage.

Et comment les coquins du *Times* ont expliqué ça ? Facile ! Écoutez ça : « Poll results are not scientific and reflect the opinions of only those users who chose to participate ». Only those user who chose to participate ! Not you, grand/e cave !



INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE

9/12 : ARISTOTE ET LES VERTUS

LES UTILITARISTES NOUS ONT INVITÉ à penser que la morale devait nous dire quelle action il fallait accomplir et ont suggéré qu'on trouverait la réponse en faisant un calcul d'utilités appliqué à ses conséquences. Kant et les déontologistes, de leur côté, ont soutenu que c'est par un test d'universalité qu'on trouvera la règle qui nous dictera la règle de conduite à suivre impérativement et par devoir.

Nous parlerons cette fois de la troisième et dernière grande tradition classique en philosophie morale, les éthiques de la vertu, qui soutiennent que la réponse au problème moral ne se trouve ni dans l'action elle-même ni dans ses conséquences, mais plutôt dans certaines caractéristiques de celui ou de celle qui agit – dans sa personnalité en somme, ou mieux encore, justement, dans son caractère. L'idée est ancienne et remonte aux Anciens Grecs (et avant cela, aux Chinois). Elle a reçu une formulation exemplaire par Aristote (384-322) dans un ouvrage appelé *Éthique à Nicomaque*. Ces idées connaissent aujourd'hui un très grand regain de popularité. En voici un bref aperçu.

Le plus simple est sans doute de commencer par expliquer ce concept d'*Eudaimonia* qu'emploie Aristote. Par ce mot, souvent maladroitement traduit par bonheur, Aristote désigne la finalité, le but, de la vie humaine. Quel est ce but ? Aristote envisage divers candidats : le plaisir ; la richesse ; la gloire, par exemple. Mais chacun de ces biens, dit-il, est poursuivi parce qu'il permet d'en acquérir ou d'en viser un autre. L'argent, par exemple, procure des biens matériels, qui procurent des plaisirs, qui procurent... et ainsi de suite. Aristote pense qu'il y a une fin à tout cela, une fin que nous voulons tous et pour elle-même. C'est ce qu'il appelle *Eudaimonia*, ce qu'on pourrait traduire par une vie accomplie, une vie où est réalisé au plus haut point de perfection ce que nous sommes nous, les êtres humains et ce pour quoi nous sommes spécifiquement faits.

La réponse d'Aristote est que le bonheur est une certaine activité de l'âme en accord avec une vertu. Vertu ? Ou'est-

ce que ça veut dire ? Aristote, en fait, va employer ici le mot *Arête*, un mot qui est souvent traduit par vertu mais qui serait mieux rendu par excellence. Cette vertu peut être celle d'un objet, d'un animal ou d'un être humain et elle est l'excellence dans l'accomplissement de sa fonction propre. Prenez un couteau : une de ses vertus est de bien couper. Un cheval de course ? De courir vite. Dès l'époque d'Aristote, les Grecs pensaient typiquement la morale en termes de vertus, les questions étant donc de savoir : ce qu'elles sont ; si on peut les acquérir ; et si oui, comment.

Aristote distinguera deux catégories de vertus. Les vertus intellectuelles, d'abord, qui correspondent à la partie rationnelle de notre âme : c'est elle qui est spécifiquement humaine et le point le plus élevé de la vie bonne s'atteindra par le développement de ces vertus que sont notamment l'intelligence, la sagesse et la prudence. Ces vertus intellectuelles s'apprennent par l'éducation.

Mais nous ne sommes pas que rationnels et Aristote discerne aussi une part irrationnelle en nous. Un des grands mérites de son éthique est de réfléchir à ces vertus ou traits de caractère qui correspondent à notre composante irrationnelle et qui sont indispensables pour vivre une vie accomplie — il nommera parmi ces vertus la justice, la tempérance, le courage et bien d'autres encore. Ce qu'il dit à leur sujet mérite qu'on s'y arrête. Je ferai quatre observations.

Pour commencer, ces vertus de caractère se développent d'abord en nous par l'habitude. Aristote écrit : «[...] nous les acquérons d'abord par l'exercice, comme il arrive également dans les arts et les métiers. Ce que nous devons exécuter après une étude préalable, nous l'apprenons par la pratique ; par exemple, c'est en bâtissant que l'on devient architecte, en jouant de la cithare que l'on devient citharède. De même, c'est à force de pratiquer la justice, la tempérance et le courage que nous devenons justes, tempérants et courageux. » Contre l'intellectualisme froid de certaines théories morales, Aristote insiste donc sur le rôle de la

pratique, des émotions et ainsi de suite dans la moralisation. Selon lui, c'est modestement, par le petit sentier de l'habitude, qu'on atteint le palais de la morale. Ensuite, oui, parce que la partie irrationnelle de l'âme est en partie docile à la raison, ces actes deviendront plus assumés et réfléchis.

« La réponse d'Aristote est que le bonheur est une certaine activité de l'âme en accord avec une vertu. »

Ensuite, pour devenir vertueux, il faut y mettre du temps. De la même manière qu'une hirondelle ne fait pas le printemps (cette expression est d'ailleurs d'Aristote), on ne devient pas courageux par un seul acte courageux et ce n'est qu'avec du temps que ces vertus de caractère s'installent en nous et finissent par devenir comme des « secondes natures ».

Il y a plus, et qui contribue à rendre cette théorie fort séduisante à de nombreuses personnes. Aristote pense en effet que la morale est une affaire humaine, où pèsent de lourdes contingences, le poids des circonstances et ainsi de suite. Il en conclut qu'on ne devrait pas chercher à y arriver à une précision semblable à celle qu'on peut obtenir en sciences ou en mathématiques. La morale est affaire de jugement prudent (ce qu'il appelle *phronesis*), et non de règles absolues et fixes. Notez bien que cela ne fait pas d'Aristote un simple relativiste, puisque son point de départ est qu'il existe une nature humaine et des fins dictées par elle.

Pour finir, Aristote pense qu'on peut tout de même donner des repères pour aider à cerner ces vertus et les pratiquer. Sa grande idée est que les vertus sont un juste milieu entre un excès et un manque. On peut alors, avec Aristote, dresser des listes de triades comprenant d'abord un trait de caractère par défaut (le sujet en a trop peu) ; ensuite, la vertu elle-même ; enfin, le

trait de caractère, mais cette fois par excès (le sujet en a trop). On aurait ainsi, par exemple : Crainte ; courage ; témérité. Insensibilité ; tempérance ; débauche. Avarice ; générosité ; prodigalité. Bassesse ; magnanimité ; insolence. Indifférence ; civisme ; ambition. Et ainsi de suite. Rappelons une fois encore que bien des facteurs, dont les circonstances, entrent en jeu dans la détermination de ce juste milieu, qui n'est donc pas une banale moyenne obtenue mécaniquement et qui ne doit pas non plus être interprétée comme un simple appel à la modération : devant un enfant violenté, l'acte courageux n'est pas l'acte modéré, mais une action agressive.

Ceci posé, on peut comprendre ce qu'Aristote écrit de ces vertus : « elles sont donc une disposition acquise volontaire, consistant par rapport à nous, dans la mesure, définie par la raison conformément à la conduite d'un homme réfléchi. Elle tient la juste moyenne entre deux extrémités fâcheuses, l'une par excès, l'autre par défaut ».

Je n'ai pu qu'effleurer le sujet, bien entendu. Mais j'espère avoir fait sentir qu'on est ici devant quelque chose de particulièrement brillant et de profond. Cette manière d'envisager la morale a indiscutablement de très grands mérites, qui expliquent en partie le vif regain d'intérêt qu'elle suscite aujourd'hui ; mais elle a aussi des défauts que certains jugent irréparables.

Nous parlerons de tout ça la prochaine fois.

Deux lectures

ARISTOTE, *Éthique à Nicomaque*. Nombreuses éditions. Le texte fondateur des morales de la vertu.

COMTE-SPONVILLE, André, *Petit Traité des grandes vertus*, Seuil, Paris, 2006. Un essai contemporain qui s'inscrit dans cette tradition.

NORMAND BAILLARGEON
baillargeon.normand@uqam.ca

Histoire d'un génocide culturel

LE VOYAGE QUE JE VIENS DE FAIRE AU CAMEROUN laisse un goût amer. Le Cameroun est le premier pays exportateur de bois en Afrique. Les forêts sont écrémées des meilleures essences à valeur commerciale par les multinationales européennes, notamment françaises, belges, néerlandaises, italiennes. Pour procéder à ce pillage forestier, on expulse les premiers habitants de la forêt, les pygmées.

La zone forestière du sud Cameroun est le territoire des pygmées : on y trouve les Baka, Bakola et Bagyeli. Les pygmées* seraient plus de 70 000 au Cameroun. Les Baka forment la ma-

ajorité, avec plus de 40 000 individus. C'est la région des grandes forêts tropicales où se concentrent les grands exploitants. La coupe forestière industrielle est la principale activité économique et la majorité du réseau routier existant est constituée de chemins forestiers. On y trouve les communes parmi les plus riches du pays grâce à la redevance forestière (une taxe imposée aux forestiers pour exploiter la forêt) et pourtant elles abritent les populations les plus pauvres. Tout au bas de l'échelle, les Baka. On les a chassés de leur forêt et laissés à eux-mêmes.

Crise d'identité

La réforme du code forestier au Cameroun a eu lieu dans le cadre du programme d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1994. Cela explique notamment le désengagement de l'État dans l'éducation, les soins de santé et les droits humains. Ces mesures sont appliquées soi-disant pour éradiquer la pauvreté. La réalité est tout autre.

La création des Unités forestières d'aménagement (UFA) et des aires protégées a accéléré le mouvement de déportation des Baka hors de la forêt. Privés de leur milieu de vie naturelle, le mode de vie des Baka se dégrade rapidement. Des seigneurs de la forêt, on en fait des indigents de bord de route. L'alcoolisme est endémique. Plusieurs femmes Baka se prostituent pour avoir l'argent pour les denrées de base, le sel, le savon et le pétrole pour les lampes. Des maladies inconnues apparaissent comme les MTS et le Sida et les enfants souffrent de malnutrition chronique.

La majorité des Baka sont nés en forêt, ne possèdent pas d'acte de naissance et par conséquent sont privés de la carte d'identité nationale. Par conséquent, ils n'ont pas de droit citoyen : droit au travail, droit à la justice, droit de vote. Le système scolaire n'est pas adapté à leur vie semi-nomade et nie leur

culture, leur langue et leur tradition.

Aujourd'hui, plusieurs groupes – des ONG, des missions religieuses et autres – s'intéressent aux Baka. Chacun tente de leur indiquer la route qu'ils doivent suivre. Certains prônent un retour à la vie dans la forêt. D'autres prônent la sédentarisation. Enfin, les mouvements religieux cherchent à les convertir. Les Baka, de plus en plus confus, sont en pleine crise d'identité.

La nouvelle Constitution du Cameroun – loi no 96-06, adoptée le 18 janvier 1996 – reconnaît que la protection des minorités et des populations autochtones est un devoir d'État. Mais peu de moyens ont été dégagés pour faire respecter les droits coutumiers des Baka. Sans des mesures drastiques et immédiates, la culture Baka est en voie de disparition. Tout cela parce qu'on les a délogés de leur forêt pour exploiter les essences à haute valeur commerciale expédiées sur les marchés européens et asiatiques.

Les Baka sont des réfugiés dans leur propre pays et le gouvernement contribue à ce génocide culturel en ne faisant rien. Cette histoire ne vous fait-il pas penser au sort que l'on a réservé aux autochtones d'ici ? C'est un constat très pénible.

CLÔDE DE GUISE

* Note : Le terme de pygmée est blessant et considéré comme discriminatoire par les populations.

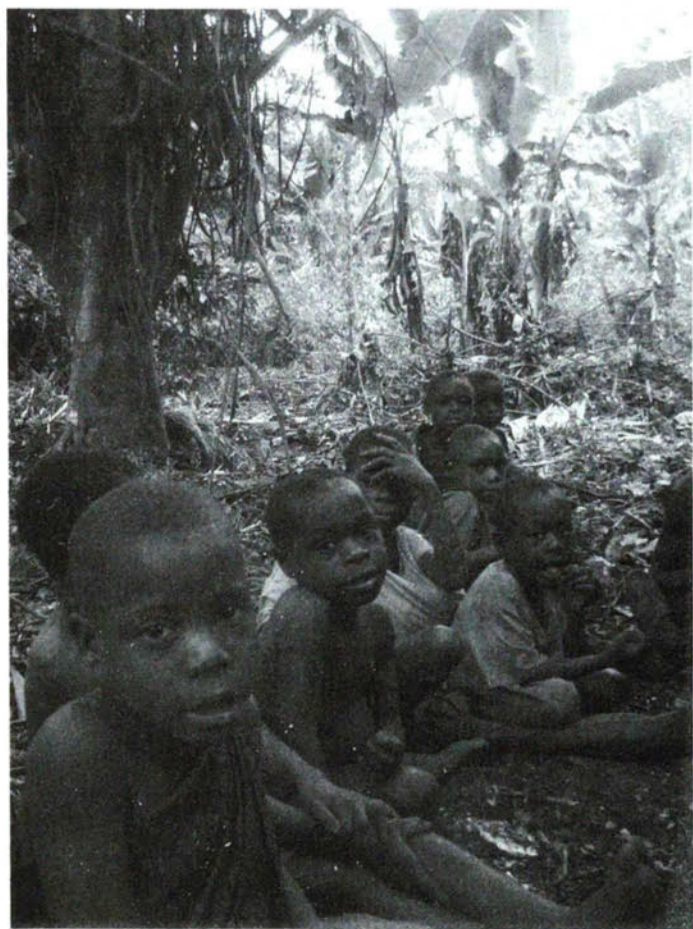
Qui sont les Baka

Les sociétés Baka sont semi-nomades et seraient apparues il y a 50 à 70 000 ans. Les Baka sont des chasseurs-cueilleurs et habitent depuis toujours la forêt. Ils sont de petite taille et les collectivités regroupent de 25 à 50 personnes. Baka vient du mot *Bakama* qui veut dire oiseau. Le Baka s'identifie à l'oiseau libre dans ses mouvements et très mobile.

Les principales activités sont liées à la subsistance : la chasse, la pêche et la collecte de plantes alimentaires, tubercules (le plus recherché est l'igname sauvage), fruits (dont la mangue sauvage), feuilles, racines, écorces, champignons, miel, etc. ainsi que des escargots, des larves, des insectes et des chenilles ainsi que des plantes médicinales avec lesquelles ils se traitent toujours. Pour laisser le temps aux ressources qu'ils prélèvent de se renouveler, les Baka ont besoin d'un territoire vaste. Ils n'accumulent aucun bien et assurent leur survie au jour le jour.

C'est une société égalitaire et les décisions se prennent au consensus. Chaque campement est dirigé par : le *Kobo*, le plus âgé et le plus sage ; le *Nganga*, le devin guérisseur, le grand chasseur d'éléphants ; la *Kobo Wossé*, une vieille femme de la lignée du *Kobo* qui mène la société féminine.

Pour le Baka, *Komba* est le créateur de l'univers. Mais l'esprit sacré de la forêt est sans conteste *Djengi*. Le rite du *Djengi* est l'un des plus anciens rituels Baka. C'est le passage initiatique des jeunes garçons au stade adulte. Celui qui n'a pas été soumis à ce rite ne peut participer à la grande chasse à l'éléphant, traditionnellement pratiquée à la lance. Cette chasse initiatique, qui a lieu une fois par année, permet de continuer à bénéficier de la protection de *Djengi*. Cette chasse est désormais interdite dans le cadre de la lutte anti-braconnage mise en place par WWF (Organisation mondiale de l'environnement). Alors que le même WWF autorise les safaris de chasse pour les riches américains et européens dont certains auront droit à l'éléphant pour l'ivoire alors que l'éléphant abattu par les Bakas, outre l'aspect rituel, nourrissait la collectivité.



Douter du sarrau



IL N'EXISTE PAS, AU QUÉBEC, beaucoup de journalistes qui nous parlent des questions de santé de manière critique. Bien sûr, nous avons les habituelles tentatives de vulgarisation scientifiques radio-canadiennes, nous connaissons aussi la longueur des files d'attente pour des opérations à la clavicule gauche dans les centres hospitaliers les plus achalandés de la métropole et nous avons toutes les semaines des reportages sur la construction éventuelle des méga-hôpitaux universitaires que tout le Québec attend en trépanant d'impatience. Une critique générale du système de la santé? Des études sur le fonctionnement et la gestion de la vie et de la mort dans notre société? Plutôt rare...

Sans être exhaustif, le deuxième ouvrage de Jean-Claude St-Onge sur cette question, *Les dérives de l'industrie de la santé*, mérite une lecture attentive. Déjà responsable de la rédaction du précieux *L'avers de la pilule*, St-Onge offre ici un ouvrage en format abécédaire qui permet de remettre en perspective notre attitude personnelle et sociétale face à la médecine et la pharmaceutique. Ce livre est utile en ce sens qu'il remplit trois fonctions nécessaires qui nous permettent de douter un instant de la sacro-sainte institution en sarrau blanc qui s'occupe de notre santé.

1. Pointer du doigt les scandales

En donnant plus de détails sur le scandale du Vioxx, en nous présentant des données troublantes sur les psychostimulants (comme le Ritalin), sur les erreurs médicales et sur bien d'autres cas (comme ceux du Xenical et du Zyprexa), l'ouvrage fait office de sonnette d'alarme. Tout n'est donc pas rose dans le beau monde de la pilule et du bistouri, de sordides histoires causent des morts, des maladies incurables et des coûts faramineux pour toute la société.

Ce n'est pas une tâche aussi triviale qu'on le croirait. Souligner les problèmes et montrer que ceux qui disposent d'un pouvoir immense de persuasion dans notre société ne sont pas à l'abri des erreurs permet déjà un sain esprit critique face aux institutions médicales et pharmaceutiques. Le doute, voilà un premier pas vers une meilleure compréhension.

2. Montrer les défaillances systémiques

Des textes très intéressants sur les essais cliniques, sur les conflits d'intérêts de certains groupes d'experts, sur les politiques de prix de l'industrie et sur ses investissements en marketing permettent de dépasser la première étape. En effet, les problèmes du système de santé ne tiennent pas qu'à la mauvaise volonté de certaines personnes mal intentionnées qui profiteraient d'un pouvoir indu. Il ne s'agit pas de trouver

les pommes pourries dans le panier pour faire disparaître nos soucis.

Les problèmes sont systématiques, mais aussi, voire plus encore, systémiques. C'est-à-dire qu'ils sont causés par le système lui-même que nous avons mis en place, peu importe les humains qui sont dans le système, ils seront portés à agir de la même façon. Par exemple, ce n'est pas parce que les patrons des compagnies pharmaceutiques sont méchants qu'ils établissent des politiques de prix qui font dire à l'OMS que « pour les médicaments [...] le prix d'un produit est déterminé par le prix le plus élevé que l'assurance maladie ou les pouvoirs publics peuvent supporter ». Dans une économie de marché, les compagnies sont forcées de faire le profit le plus élevé possible sous peine que leurs concurrents le fassent à leur place. Ainsi elles tendront à augmenter les prix jusqu'à ce que la capacité de payer maximal de l'acheteur soit atteinte. Dans le cas du Québec, l'acheteur c'est le gouvernement par l'entremise de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

3. Laissez voir la cause première et des pistes de solution

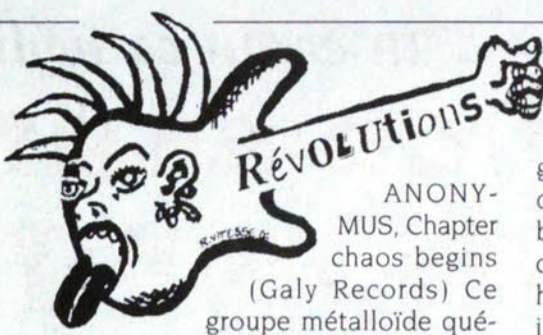
La troisième étape suit d'elle-même car on se demande presque automatiquement: pourquoi notre santé est-elle soumise à l'impératif du profit maximal? Comment se fait-il, par exemple, que moins de 10% des médicaments servent véritablement à guérir de nouvelles maladies et que la majeure partie des nouvelles créations de l'industrie sert en fait à améliorer légèrement certains médicaments pour à la fois étendre les brevets et renouveler des marchés en perte de vitesse?

Plus important encore, quelle logique préside à notre rapport à la maladie? Il semble que ce soit celle de transformer de plus en plus de petits tracas de la vie quotidienne en maladie qui doivent être traités et médicamentés. Le pouvoir pharmaceutique « produit » littéralement de nouvelles maladies qui sont pour lui autant de nouveaux marchés à conquérir. Pendant ce temps, les déterminants sociaux de la santé (pauvreté, exclusion, malnutrition, etc.) ne sont jamais considérés comme des maux à éradiquer de façon prioritaire.

Comment sortir de l'approche capitaliste qui « gère » notre santé? L'ouvrage important de St-Onge laisse poindre quelques ouvertures en esquissant une « autre politique du médicament » pour le Québec inspirée, entre autres, des modèles brésiliens et néo-zélandais. Une politique axée, cela va de soi, sur les principes de santé publique et d'équité sociale au lieu d'être concentrée sur la création de nouveaux besoins pour les riches et l'oubli systématique des besoins criants des insolubles et des oubliés.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

ST-ONGE, Jean-Claude, *Les dérives de l'industrie de la santé, Petit abécédaire*, Écosociété, Montréal, 2006, p. 238



ANONYMUS, Chapter chaos begins (Galy Records) Ce groupe métalloïde québécois a toujours eu un pied dans le punkcore. Après une demi-douzaine de disques et le départ d'un des deux guitaristes, Marco Calliari (qui se consacre désormais à une chanson de souche italienne), nous voici face à un trio qui, indubitablement, force désormais la dose. À preuve, *Faster* s'attaque à un univers dopé par une croissance effrénée, à la compétition pour toujours plus de frustration... Encore des textes en français, en espagnol et dans la langue des gros voisins pour un disque conséquent.

WD-40, Saint-Panache (Papa Richard/Outstide) Après une anthologie pour combler un temps d'absence revoyez l'ensemble incongru qui amalgame Lac St-Jean et Est sauvage (de Montréal...). Toujours country rock le grand mystificateur et parolier qu'est Alex s'adjoint un quatrième membre, Éric Goulet (Les Chiens) à la réalisation et en guise de multi-instrumentiste. Le résultat? Un souk sympathique où tout est possible; telle une apparition de Marjo en plein bois!

BOULIMIK FOODFIGHT, Photos de famines (autoprod/Local)

Hi! Ha! le retour d'un groupe trop rare de Beloeil. Toujours en français râpeux, ces croquemitaines s'affirment hardcore tout en y allant d'une beurrée de folk déjantée à la Henri Band (Brouhaha). Après l'al-

bum punk atypique *Grossir* selon ses moyens et la pièce *L'Anarchie* pour les nuls (compil 2Tongue 5) revoyez le groupe ressurgi se foutant joyeusement des standards communément admis du beau son pour une énergie et une verve de zazou. Va-nu-pied, boit-sans-soif, hors-la-loi; résume bien ce disque irrévéréncieux!

ÉRIC PANIC, *Le combat est au jardin* (Union 2112/Warner)

Ce quatuor punk rock mélodique a bien quelques points en commun avec les Vulgaires Machins dont deux guitaristes/voix homme et femme, autant qu'une évolution au niveau de textes plus incisifs sur le plan politique; parmi lesquels *L'Acte de foi* ou *Cultiver la transparence*. Un peu de violon et de piano, le texte du chef amérindien Seattle interprété par Jacques Languirand, un autre de Gaston Miron et, le seul titre en anglais, une reprise du groupe D.R.I. ajoutent à leur répertoire rendu avec vivacité et conviction.

TOMAS JENSEN & les faux-monnayeurs, *Pris sur le vif* (GMI/Select)

Foutu orchestre cabaret world et iconoclaste, usant de vents, cuivres et percussions inoubliables, qui signe ici un double album en public. Deux spectacles: celui du Lion d'or en novembre 2005, l'intimiste, et celui du TAM-TAM Macadam d'Alma en extérieur en août 2005; apparemment foldingue et festif. Au bilan, quelques vingt-et-une pièces rebelles dont certaines reçoivent un traitement qui les revisite de fond en comble. On qualifiera ce dernier opus de superbe au diable!

RAMON VITESSE

Vous aimez lire la satire du Couac?

Vous adorerez écouter **Musironie**, la radio-poubelle de gauche, au www.musironie.com!

Chaque semaine, Alain St-Pierre, Guillaume Lévesque et Bob l'Aboyeur nous présentent les faits marquants des

«grands médiocres», les «Bob nouvelles» de la semaine et les perles de l'actualité scientifique, tout ça bien sûr avec une bonne dose d'humour et de dérision!

Musironie est diffusé sur les ondes de Radio-Montréal (CIBL) 101,5 FM, le vendredi de 14 à 16 heures.



Bulles explosives

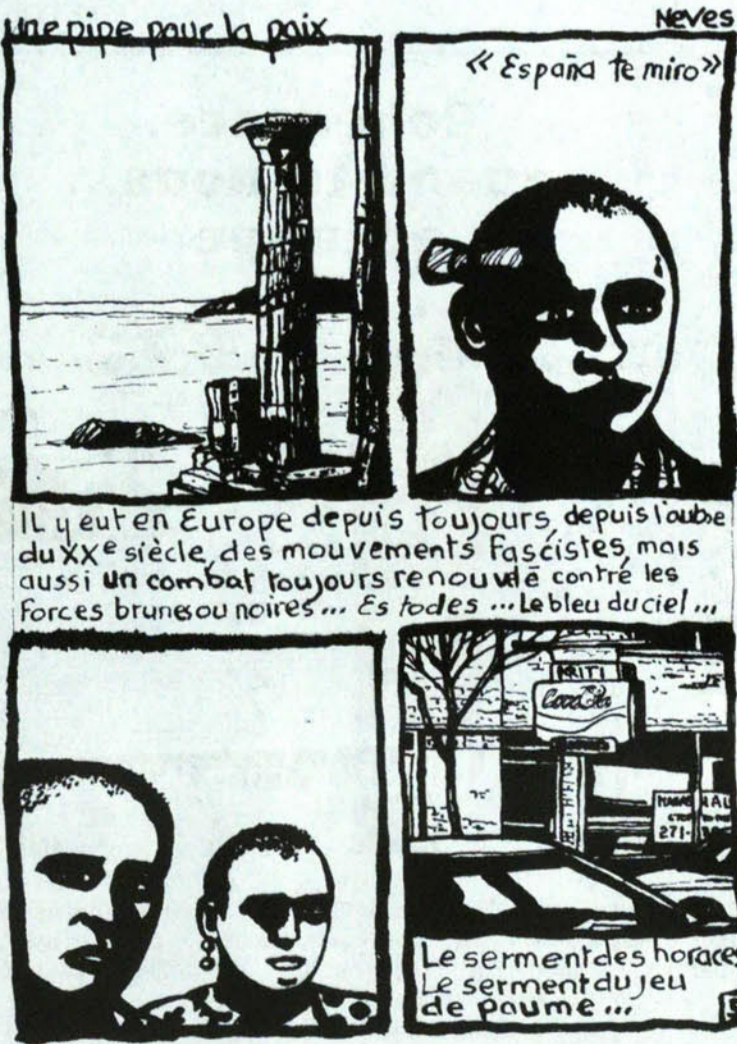


SORCIÈRES MES SŒURS (La Boîte à Bulles) de Chantal Montellier regroupe des histoires de sorcières présumées de l'histoire ancienne et imminente. C'est d'ailleurs là la force de cette auteure redoutablement politisée de créer des ponts imaginaires entre les démons du passé et de démontrer comment ils survivent et se reproduisent. Citant Marguerite Duras, « ça n'a pas vraiment bougé », et des extraits clefs de La Sorcière de Jules Michelet, Montellier démonte méthodiquement la mécanique oppressive face à la différence.

L'ANATOMIE DU CIEL (Humanoïdes Associés) de Penevski/Stevanovic ramène, dans un somptueux graphisme crayonné noir et blanc, une histoire de magicien raté et de sorcières sans surprises. L'intérêt tient au décalage et aux bévues du pire des lutins par des Serbes de talent.

RASPOUTINE, I. Le Manuscrit (Emmanuel Proust) de Tarek et Pompetti proposent, entre vérité et faits historiques, de repasser des morceaux d'histoires pour en faire ressortir les tiraillements et les coups montés... Trop facile, on ne demande qu'à croire et à obéir! Le Tsar démontre que le verbe (divin...) est supérieur au fer qui ne fait qu'accroître la souffrance tandis que, Raspoutine fascine en utilisant la croyance héberluée pour se hisser aux plus hautes sphères du pouvoir.

Une pipe pour la paix, est-ce bien suffisant? C'est du moins ce que croyaient les premières nations... Cette bande dessinée raconte l'histoire d'un homme et d'une femme: l'un ancien militant communiste arrivé à 50 ans, l'autre est jeune et en pleine possession de ses moyens.



EN VOYAGE AVEC MAFALDA (Glénat) de Quino, une anthologie de strips de Mafalda (classés par thèmes), autant que de dessins d'humour implacable et quelques extras dont la Déclaration des droits de l'enfant illustrée avec sagacité offre une pleine mesure d'un artiste intransigent face au dilemme d'être ou ne pas être. Les questions posées par Quino passent le test du temps mais, ce recueil laissera sur sa faim qui le connaîtrait bien. Rappelons que, selon sa volonté, l'auteur argentin se voit ici restitué en rude noir et blanc.

MINERVE (Mécanique générale) du québécois David Turgeon constitue un album BD qui capte en plein vol l'éloge du temps qui fuit, de la toute relativité des choses et, plus encore, des êtres... surtout en contexte marchand. Cela fait d'ailleurs dire à un des ces personnages philosophe et amoureux de nature: « Pour gagner cette soumission il faudra produire! Produire! Et produire! Il faudra dépenser, engager du monde - emprunter de l'argent, se mettre à la merci des banques! Et encore! Rien ne prouve que nous obtiendrons quoique ce soit! ». Minerva n'est-elle pas la déesse de la sagesse? Si, mais ici elle est guerrière... Une œuvre intempêtive, en partie improvisée et réalisée au crayon de plomb pour un effet des plus dynamiques, une BD d'exception.

VALENTIN TARDI



Point de vue d'un écran cathodique Revoir ce sourire et puis mourir

EN FÉVRIER 2003, une étude publiée dans *Le Couac* (disponible au http://lecouac.org/article.php?id_article=136) qui n'avait pas été soumise à une grande revue scientifique mais qui était sûrement moins biaisée qu'un sondage de chez CROP (voir l'article de Éric Martin en page 4) démontrait qu'à peine le tiers du temps d'antenne de l'émission d'information de 18 heures de Radio-Canada était réellement consacré à de l'information. Les deux tiers restants traitaient plutôt d'accidents, de meurtres et de procès, de la température et des sports.



[... qu'on recule, qu'on back, qu'on refuse le progrès, qu'on soit des losers finis, c'est bien ça?]

RD: Nous on sait qu'il y a des alternatives. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on s'est opposé à ce projet-là. Un an après avoir rencontré Révérence Rupert qui était un organisme de Blancs et de Cris - c'est d'ailleurs la première fois que des Blancs demandent de l'aide à des Cris - ça nous a pris donc un an à étudier le projet pour se rendre compte qu'il y avait moyen de faire autre chose. Et je pense qu'aujourd'hui, en

L'auteur de l'étude concluait que compte tenu que près de 75 % des gens affirment que la télévision est leur principale source d'information, l'étude expliquait bien des choses...

2006, c'est clair pour moi et pour bien des gens qu'on ne peut plus empiéter sur l'environnement à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

PN: Vous avez un attachement particulier à cette rivière, vous la connaissez bien, vous l'avez descendue en canot...

Depuis quatre ans, rien n'a changé sous le soleil dans la grosse boîte de chiffons «J» du boulevard René-Lévesque. On pourrait même dire que ça a empiré puisque ces insignifiances sont rapportées par Pascale Nadeau avec un sourire qui serait très à propos dans une pub de dentifrice, mais qui ajoute ici l'insulte à l'injure.



[eh oui, je suis sûr que vous l'attendiez comme moi. C'était écrit dans le ciel: allez hop, un peu de «human interest»! On regrette que ce ne soit pas Chartrand qui soit là pour lui dire comme à Derome: «Ça fait chier le "human interest"»]

RD: euh... oui, je l'ai canoté une couple de fois, mais je peux pas dire que je fais ça parce qu'on m'enlève un terrain de jeu. Non non, pour moi c'est un peu plus que ça. Cette rivière-là est une

richesse qui se fait de plus en plus rare...

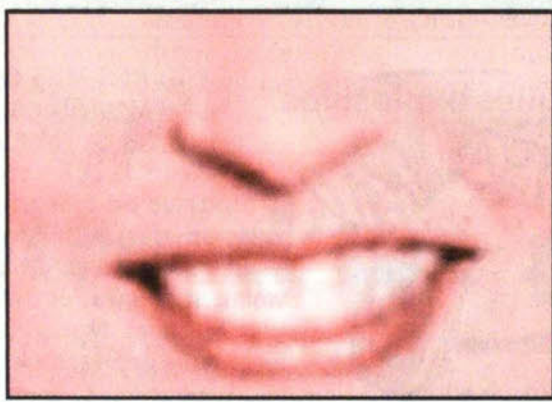
PN: Mais concrètement, au niveau environnemental, quelles sont vos plus grandes craintes?

[Puisque l'entrevue achève et que les raisons de leur opposition n'ont même pas encore été abordées, faut bien assumer le minimum syndical...]

Le 11 janvier dernier, ce pur produit radio-canadien recevait le comédien Roy Dupuis, qui s'oppose au projet Eastmain-Rupert. L'entrevue avait lieu la journée même où Charest-la-mauviette inaugurerait ce projet désastreux pour l'environnement non pas sur place comme prévu, mais bien tranquille à Montréal, loin des Cris qui avaient organisé des manifestations pour s'y opposer.

Voici donc une retranscription de cette entrevue avec en prime la petite voix de mes démons intérieurs...

Pascale Nadeau: Est-ce que vous êtes un peu déçu du manque de mobilisation populaire autour de ce projet-là qui peut-être aurait aidé votre cause?



[«Votre» cause... Toujours ce détachement, qui oscille entre l'incompréhension et le mépris devant les mobilisations citoyennes où l'on sentirait poindre le dédain si le professionnalisme de la speakerine ne lui permettait pas d'afficher sereinement cette dentition remarquable. Et puis quoi de mieux, pour commencer une entrevue, qu'un constat défaitiste...]

RD: Y'a le mercure. Y'a eu des études d'impact commandé par Daniel Green du Sierra Club qui sont arrivées à des résultats de cinq fois plus de contamination que ce qui était annoncé par Hydro-Québec. Y'a tout l'aspect social aussi. Y'a un médecin qui est en place là-bas et...

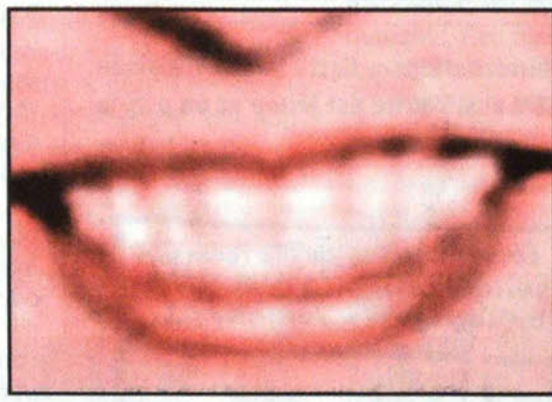
[Wow, wow, wow... Une crainte c'est assez! On a le méchant mercure, c'est correct. On va tout de même pas rentrer dans les maladies que ça provoque, les gens sont en train de souper, quand même...]

PN: Mais c'est aussi un projet qui a des aspects positifs vous le reconnaissez: création d'emplois, enrichissement...

[Et puis ça va faire le niaiserie, là on va parler des vraies affaires! Création d'emploi, création d'emploi, création d'emploi... Quand le pendule cessera d'osciller et que vous vous réveillerez, vous direz que ça ne peut être qu'un bon projet parce que ça crée de l'emploi...]

Roy Dupuis: Disons que pour ça, il aurait fallu l'organiser. C'est pas ça qu'on a voulu faire. On a voulu écouter ce qui se passait. Après ça on verra, peut-être qu'il y aura mobilisation. Il semble en tout cas qu'il y aurait eu mobilisation chez les Cris puisque l'inauguration n'a pas eu lieu là où elle devait avoir lieu.

PN: Oui, ils ne sont pas tous d'accord avec ce projet-là. Certains par contre ont accepté le projet.



[Vite, vite, il faut rappeler qu'il y a des Cris qui sont à l'argent, qui sont «normaux» quoi, et que finalement ceux qui ne veulent pas le projet ne sont peut-être pas très «lucides», finalement...]

RD: Pour nous ça c'est pas un argument parce que la création d'emploi, premièrement, si on prend l'économie d'énergie, à l'échelle du Québec, par million de dollars investis, crée plus d'emplois que n'importe quel projet de barrage, ça on a les études qui le prouvent.

Deuxièmement, les Cris ont sur la table présentement deux contrats pour de l'éolien - parce qu'ils sont assis sur l'Arabie du vent - des contrats des Américains et des Ontariens. Ça aussi ça crée de l'emploi. Eux ils étaient prêts à échanger le vent contre le détournement de la Rupert.

PN: On verra ce que tout cela va donner, s'il y a encore de l'espoir pour vous euh... Roy Dupuis, merci beaucoup, merci d'avoir été là.

RD: Certains, oui. Mais il y a quand même eu un référendum qui a été fait dans les trois communautés qui vont être le plus touchées dont Chissassibi qui est la plus clairement contre ce projet-là, parce que eux ils ont déjà vécu les projets des années '70.

PN: Mais je parlais d'une mobilisation des gens du Sud comme vous les appelez, ça est-ce que ça vous déçoit que nous on soit un peu trop indifférents à cette cause-là?

[Allez avoue que t'es déçu, on veut des larmes, des poissons vont mourir après tout non? Allez Roy, t'es si beau quand t'es triste, parle-nous de ta déception...]



RD: Ça c'est des choses qui s'organisent et la Fondation pourrait éventuellement organiser quelque chose du genre. Mais nous présentement ce qu'on demande c'est un moratoire. Parce que premièrement la population Crie est divisée...

[Oui, merci vraiment beaucoup de nous avoir permis de manifester un simulacre d'humanité... et peut-être se reverra-t-on à la grande Guignolée des médias de l'an prochain, les gens ont tant besoin d'espoir pendant qu'ils se font rouler par l'économie... euh, pardon, pendant que roule l'économie...]

«Beding, bedang, bedong!!!» C'est toujours aussi impressionnant le bruit d'un écran cathodique traversé par une masse...

PN: Vous voulez qu'on étudie d'autres alternatives, qu'on mette ça de côté, qu'on n'aille pas de l'avant...

YVON D. RANGER

Alerte rouge: de la « nouvelle sale » dans La Presse!

On craint la « bombe sale »

Les services canadiens de renseignement trouvent « plutôt surprenant » que des terroristes n'aient pas encore fait exploser une bombe radioactive rudimentaire, étant donné la disponibilité du matériel requis pour la fabriquer, et la facilité avec laquelle ce matériel pourrait être transformé en arme meurtrière.

Selon une étude du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), une « bombe sale » est le moyen le plus vraisemblable de disséminer délibérément des radiations mortelles. L'explosion d'un tel engin, sans faire énormément de victimes initialement, pourrait contaminer une vaste superficie, suscitant la panique et le chaos, notamment économique. L'étude ne permet pas d'évaluer la réelle probabilité d'une telle attaque. - PC

Peut-on aller plus bas dans la non-nouvelle, dans l'art de distiller la peur avec des ficelles grosses comme la corde qui a pendu Saddam? Difficile en tout cas... D'où le grand art de la Presse Canadienne, diffusé ici avec tout le sérieux du monde par la grosse Presse à Desmarais du 3 janvier dernier. Un coup parti, pourquoi ils ne donnent pas carrément l'adresse Internet de la recette de la bombe? En passant, quelqu'un sait ce qu'il advient des 18 dangereux terroristes arrêtés cet été en Ontario? Vous savez, la gang d'ados qui voulait faire sauter la tour du CN avec des poches d'engrais...

Pollution médiatique

Que retient des deux dernières semaines de décembre l'honnête citoyen qui s'informe dans les «grands médiocres»? *Le Couac* a déchiffré pour vous les nouvelles du temps des Fêtes.

Le 22 décembre, les médias nous rapportent que Myriam Bédard est arrêtée dans un hôtel en banlieue de Washington.

Mais les médias ne nous disent pas qu'en France, au même moment, des artistes, des représentants de diverses associations critiquant la spéculation immobilière et quelques familles s'emparent d'un immeuble vacant depuis quelques mois au 24, rue de la Banque, à Paris. L'action devient vite un événement médiatique où l'on se bouscule pour interviewer les squatters qui ont créé, au premier étage du bâtiment, le ministère de la Crise du logement.

Le 31 décembre, les médias nous rapportent que Myriam Bédard est encore et toujours en prison et on consacre les lignes ouvertes à des questions aussi majeures que «La réputation de Myriam Bédard est-elle à jamais ternie?».

Mais les médias ne nous disent pas qu'à Québec, des individus armés font irruption dans le bistro-bar *l'Agité* et poignardent à qui mieux mieux la clientèle. Une clientèle tendance anar puisque le bar a été ouvert à l'automne après une vaste campagne de financement de divers collectifs anarchistes de Québec. Et c'est une réussite, *l'Agité* présentant entre autres des conférences en soutien aux enseignants en grève de Oaxaca, des groupes de musiques, etc.

Le 4 janvier les médias nous rapportent que Myriam Bédard atterrit à Québec dans un jet (c'est quand même la classe!).

Mais les médias ne nous rappellent pas que les prisonniers du centre de détention spécial à Milhaven, en Ontario, en sont à leur 40^{ème} journée de grève de la faim.

Le 5 janvier les médias nous rapportent que Myriam Bédard comparait à Québec. Vu que toute l'affaire s'écroule soudainement comme un soufflé sorti trop tôt du four, les journalistes se ruent sur le cas de Nima Mazhari, le conjoint de l'héroïne, qui a l'élégance de se faire rentrer dans le cul en voiture sur le boulevard Laurier, à Québec.

Mais les médias ne nous rappellent même plus que l'Irak est toujours à feu et à sang.

LE COUAC

Cohérence, quand tu nous... échappe.

Dans sa livraison du 21 décembre dernier, la circulaire d'aubaines Voir, toujours à l'affût d'une cause social «in» pour attirer un jeune lectorat branché et plein de cash, verse une larme de crocodile sur la fermeture du disquaire indépendant Les Anges Vagabonds (www.angesvagabonds.com). Sauf que juste en dessous de l'article, ils publient une immense pub de la section disque de Wal-Mart, précisément le type de grandes surfaces qui tue les petits disquaires. Trouver l'erreur.

